

Après Convergence, les Beurs dans l'impasse

Un droit ne se mendie pas, il s'arrache!

14 décembre -- Le 1er décembre des dizaines de milliers de jeunes, immigrés et français, ont répondu à l'appel de Convergence 84. Convergence a gagné son pari de les mobiliser dans un cadre organisationnel en dehors du PS, du PCF et des groupes "antiracistes" traditionnels. Et maintenant? Ce dilemme s'est posé avant même que les "rouleurs" soient partis. Et ces jeunes, qui réclamaient la libération de Toumi, conspuaient Le Pen et, devant l'Assemblée nationale, dénonçaient ce gouvernement qui "nous parle de l'insertion" mais "prépare notre expulsion", ont déjà débordé le cadre "non politique" tracé par Convergence.

Pour beaucoup d'entre eux, il est maintenant clair qu'une stratégie en direction de ce gouvernement pour qu'il change de politique est un leurre dangereux. La marche des Minguettes, en 1983, ne pouvait avoir d'autre point culminant que d'être reçue par Mitterrand. Un an plus tard, ce n'était plus possible. Qu'en est-il du résultat de la revendication pour la carte de dix ans? Les décrets racistes et la répression policière n'ont fait que s'accroître. Nous avons eu raison de dire à l'époque que "cette fameuse carte veut dire que pendant dix ans on a le 'droit' d'être traité comme un corps étranger dans la société française, ségrégué et traqué" (*le Bolchévik* n°44, janvier).

Cette fois, les "rouleurs" s'adressaient non au gouvernement, mais, par-dessus la tête de Mitterrand,

Suite page 2



Banderole de la LTF au défilé-carnaval de Convergence 84.

Déclaration de la Ligue trotskyste de France et de la Spartacist League of Australia and New Zealand

Indépendance immédiate de la Nouvelle-Calédonie!

La Nouvelle-Calédonie sera indépendante. Les tentatives de l'impérialisme français de garder son emprise sur ses "confettis de l'empire" sont condamnées par l'histoire. Tôt ou tard, ses colonies se libéreront. Nous, trotskystes, revendiquons rien de moins que l'indépendance immédiate et sans condition de la Nouvelle-Calédonie.

Là-bas comme partout où l'impérialisme français a mis les pieds, la "mission civilisatrice" s'est

avérée n'être qu'une sanglante histoire d'oppression et d'exploitation -- dans ce cas une véritable décimation du peuple kanak. Ses révoltes désespérées ayant été noyées dans le sang, ce peuple s'est vu condamné à vivre sous un régime d'apartheid dans des réserves, maintenu dans un état d'arriération, spolié de sa terre.

Par une ironie de l'histoire, des descendants de communistes et des rebelles kabyles déportés en Nouvelle-Calédonie font partie

de la caste des colons. Mis à part les fonctionnaires, militaires et capitalistes métropolitains, il s'agit d'une mince couche de quelques dizaines de milliers de colons qui pèsent lourdement à cause du génocide perpétré contre le peuple kanak.

Il existe donc les préconditions pour un bain de sang interracial, dont le massacre de sang-froid de dix indépendantistes kanaks à Hienghène n'est qu'un avant-goût. Mais il n'y a rien à attendre de

l'"ordre français" qui a créé cette situation. Les gendarmes, les CRS et les soldats du colonialisme français doivent partir immédiatement. Il est également absurde de penser que l'administration coloniale réactionnaire puisse "former" les Kanaks en vue de leur indépendance, version social-démocrate du "fardeau de l'homme blanc". De plus, cette indépendance ne peut être subordonnée à un quelconque référendum, quel qu'en

Suite page 3

Convergence...

Suite de la page 1

à l'"opinion publique". Farida Belghoul, leur principal porte-parole, explique: "On aurait pu défilier avec une bande-roule 'Droit au logement pour tous'; derrière il y aurait eu des gens du PC, du PS qui auraient été d'accord, alors qu'en même temps, dans les municipalités, ceux-là mêmes pratiquent une politique de quotas ethniques impossible" (*Libération*, 27 novembre). Indiscutablement, ces propos correspondent à l'expérience de nombreux jeunes qui gardent un souvenir amer de la poignée de main mitterrandienne ou qui n'ont pas oublié Vitry. Mais les dirigeants de Convergence utilisent cyniquement ces sentiments légitimes pour détourner les jeunes vers l'utopie dangereuse du "Vivons ensemble" dans une France capitaliste et raciste.

"Vivons ensemble", voire "vivons égaux", sont évidemment encore plus "récupérables"; pire, ces slogans escamotent la question de la ségrégation raciale. Précisément, les racistes blancs américains ont toujours prétendu que l'"égalité" est possible dans la séparation, pendant que les Noirs luttent pour le droit d'accéder aux mêmes écoles, mêmes emplois, etc.

Le rejet de la "politique", la phobie anti-organisationnelle distillée par les dirigeants de Convergence ne peuvent que conduire à l'impuissance ou à la récupération. Tourner le dos à l'Etat et s'adresser au "public" revient à amnistier le gouvernement, principal responsable de la vague de terreur raciste qui déferle sur le pays. C'est le sens du titre du *Bolchévik* du mois dernier, "Le racisme rose tue", qui a rencontré un large écho parmi les manifestants du 1er décembre -- ils le sentent dans leurs tripes.

Mitterrand décrète et les racistes appuient sur la gâchette. Le 11 no-

vembre, à Epône, un ouvrier turc, Ozgun Kemal, est abattu par des nervis patronaux; ensuite, un psychopathe raciste tue deux Turcs à Châteaubriant. Les assassins avaient bien compris le message contenu dans les mesures scélérates du gouvernement contre les "clandestins", et qui visent tous les immigrés, ou les décrets de l'ignoble Dufoix qui interdisent les regroupements familiaux: "Il y a trop d'immigrés".

Quand Convergence a refusé de s'opposer aux décrets scélérats ou à la "chasse aux faciès", Mitterrand a pu dormir sur ses deux oreilles, car la question n'est pas de toucher ou non l'argent du PS, mais de réagir contre les mesures gouvernementales qui alimentent le racisme. Où étaient-ils, les appels de la coordination nationale à manifester contre les assassinats des travailleurs turcs? Un porte-parole de Convergence s'est même permis de nier que le meurtre d'Epône était un crime raciste! Le prêchi-prêcha moralisant de la direction de Convergence vise à noyer la vraie question de la terreur raciste et fait mine d'ignorer la réalité: la ségrégation raciale des immigrés secrète l'idéologie qui les traitent en sous-hommes.

Beaucoup de jeunes ont démontré leur volonté de riposter concrètement à la terreur raciste. Face à la dérobade de Convergence, les pseudo-révolutionnaires comme la LCR de Krivine essaient d'exploiter ce sentiment pour les gagner à une stratégie de pression sur ce gouvernement pourri. Farida Belghoul a eu alors beau jeu de répondre que "les pouvoirs publics font des promesses, et les gens rentrent chez eux en attendant de voir ces promesses se réaliser... jusqu'à la prochaine initiative" (*Rouge* n°1138, 7-13 décembre).

Mais un programme n'est pas un catalogue de revendications: il exprime une stratégie pour le pouvoir, partant des besoins objectifs des immigrés, et les moyens d'arracher ce qu'il leur faut, et non de

savoir si telle ou telle revendication isolée est "récupérable" par X ou Y.

Convergence s'est enfermée elle-même dans le piège de jouer les "chiens savants" exhibés devant les "antiracistes" paternalistes ou d'entamer un dialogue de sourds avec les élus locaux réformistes, justement parce qu'elle s'est isolée de la classe ouvrière, la seule force qui a le pouvoir et l'intérêt de lutter efficacement contre l'oppression raciale. Sans réponse aux problèmes du logement, de l'emploi et de l'occupation policière des quartiers, Convergence n'a rien offert d'autre aux jeunes des cités, français ou immigrés, que des gestes symboliques vides.

Les idéologues de Convergence tournent en rond autour des questions de style, de langage ou de culture (assimilation? "nouvelle citoyenneté"?), parce qu'ils refusent de trancher en faveur de la revendication de pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés. Cette revendication veut dire tout simplement que les immigrés puissent jouir des mêmes droits politiques et sociaux que les Français, sans forcément demander la nationalité française. C'est une revendication historique du mouvement ouvrier (reniée aujourd'hui par les réformistes chauvins et les opportunistes de l'"extrême gauche" qui se rabattent sur le mesquin "droit de vote"). Mais Farida Belghoul sait bien tout cela; elle a cité elle-même l'exemple de la Commune qui a accordé ces pleins droits de citoyenneté (*Libération*, 19 mars).

La politique c'est autre chose que le mensonge et le cirque parlementaire. Revendiquer ça ne veut pas dire s'agenouiller devant Mitterrand. Les dirigeants de Convergence aimeraient exploiter le dégoût des jeunes devant la gestion raciste des réformistes et les manoeuvres mesquines de l'"extrême gauche" pour cantonner ces jeunes dans le rôle de feuille de vigne pour le gou-

vernement. Mais parmi ces jeunes qui s'éveillent à la politique, nous en avons rencontrés le 1er décembre qui pensent que seule la révolution offre un salut.

Se tourner vers la classe ouvrière n'est pas une question de simple "dialogue" avec des ouvriers, comme des membres de Convergence ont tenté désespérément de le faire aux portes de Citroën-Aulnay, même si, parmi les grévistes maghrébins de l'automobile, il s'agit des parents des jeunes de la deuxième génération! Il s'agit de la lutte pour forger un parti trotskyste internationaliste et multiracial armé d'un programme pour mobiliser cette classe ouvrière contre l'oppression capitaliste, il s'agit de l'arracher à sa direction traître actuelle.

La riposte de la CGT au meurtre d'Ozgun Kemal, qui, contrairement à beaucoup d'autres assassinats racistes, en a fait une affaire nationale, donne un tout petit aperçu du genre de mobilisation ouvrière massive qu'il faut pour renverser la vapeur et stopper la terreur raciste. Il faut évidemment beaucoup plus que des débrayages de quinze minutes et des délégations de bureaucrates -- une grève générale contre l'austérité de Mitterrand, la lutte pour l'abrogation des décrets Dufoix et pour les pleins droits de citoyenneté, l'organisation de détachements syndicats/immigrés contre la terreur raciste et pour balayer la racaille fasciste!

Sans un tel programme révolutionnaire, le PCF et la CGT ne peuvent pas et ne veulent pas mener de véritable lutte contre l'oppression raciale et gagner cette couche de jeunes aux côtés de la classe ouvrière. C'est la tâche d'une direction trotskyste capable de diriger la classe ouvrière à la conquête du pouvoir, l'expropriation de la bourgeoisie et la reconstruction de l'économie par la planification socialiste, précondition essentielle pour l'abolition de l'oppression raciale. ■

Convergence 84

La LCR paie mais ne fait pas recette

Derrière une "unité" de façade, la période de préparation du "carnaval-défilé" du 1er décembre a été marquée par une longue suite de marchandages et de magouilles entre la "coordination nationale" de Convergence 84 (une direction autoproclamée d'une dizaine de personnes, qui s'était arrogée le droit de diriger toute l'initiative à sa guise) et les organisations d'"extrême gauche" intervenant (la plupart du temps "en tant que militants antiracistes") dans les comités de soutien et les comités antiracistes locaux. Dans cette affaire, la LCR d'Alain Krivine s'est particulièrement distinguée, capitulant devant la démarche "apolitique" et "non revendicative" de Convergence, tout en manoeuvrant pour obtenir une marge d'action pour sa propre plate-forme. Vous voyez, la LCR, dont la stratégie fondamentale est de mobiliser les "masses" pour faire "pression" sur Mitterrand -- comme si ce gouvernement raciste pouvait se transformer en son contraire! -- s'est trouvée dans l'embarras avec Convergence, un peu comme un pêcheur dont la ligne est sans appât. Comment canaliser les gens vers une pression sur Mitterrand si vous ne pouvez leur promettre rien du tout? La LCR critiquait donc Convergence pour ne pas avoir compris qu'un vrai mendiant doit avoir quelque chose à mendier; la LTF offrait une autre stratégie aux Beurs: Un droit ne se mendie pas, il s'arrache.

Le 7 novembre, le "comité parisien", un des comités de soutien à Convergence, se réunit dans le 20e arrondissement. Un militant de la LCR (sans se présenter comme tel, bien évidemment) ouvre le feu en demandant comment faire venir du monde au carnaval. Qu'est-ce qui peut mobiliser les gens? Quel appel à l'égalité des droits? Un deuxième reprend et insiste: En effet si l'on dit seulement "carnaval", cela ne vaudra rien dire pour les gens. Les gens veulent venir pour réclamer quelque chose: par exemple, l'an dernier "carte unique" et "droit de vote".

Après quelques flottements dans la salle, où certains se laissent aller jusqu'à dire que chacun criera ce qu'il voudra, et les vociférations antipolitiques d'usage du genre "les mots d'ordre on n'en a rien à foutre", Daniel, un des grands manitous de la "coordination nationale", prend la parole et remet les perturbateurs à leur place: Convergence 84 va contrôler comment vont apparaître les gens, et quand la coordination nationale de Convergence se réunira, il y aura des interdits. Les organisations n'apparaîtront pas comme elles le voudront. Il y aura des mots d'ordre officiels. Daniel poursuit ensuite sur le fond politique de la question à l'adresse de la LCR: Nous ne protestons pas contre quelque chose -- même si à titre individuel nous sommes contre -- nous avons une démarche positive. Enfin, il lâche

que la manif Convergence n'est pas antiraciste, n'est pas antifasciste...

Un militant de la LCR s'élève alors contre le fait que Convergence prenne l'allure d'un groupe qui veut interdire ça ou ça. Il ne peut être question d'interdire. Convergence était présentée au départ comme un "lieu", pas comme une organisation. Et Daniel de répliquer vertement: Nous avons fait le choix de ne pas faire un cahier de revendications. Ce que nous voulons c'est un sursaut de l'opinion publique. Et pour cela nous avons mis certaines choses dans nos poches. C'est l'esprit de Convergence que doivent reprendre ceux qui ont adhéré à l'initiative. Ce qui pose problème ce sont les organisations politiques. On discutera avec ces orgas, et ce qu'on leur proposera ce sera certainement le badge comme l'an dernier, à la marche des Minguettes. Enfin il porte l'estocade: Convergence n'est pas un haut-parleur pour les organisations politiques.

Intervenant pour avancer la stratégie de mobilisation de la classe ouvrière contre la discrimination et la terreur raciste, le militant de la LTF présent à cette réunion défend bien évidemment aussi le droit de la LCR à soulever ses propres mots d'ordre. Mais le dirigeant de Convergence est déterminé à humilier jusqu'au bout la LCR. Vous avez payé votre argent pour adhérer à Conver-

gence, leur dit-il, et c'est normal que nous soyons plus formels avec les adhérents qu'avec les gens extérieurs à Convergence. Pauvres capitulards...

Une semaine et demie après cet édifiant débat, le 17 novembre, le "comité parisien" se réunit à nouveau et la "coordination nationale" fait machine arrière, autorisant pour le défilé des mots d'ordre entrant dans le "cadre" de Convergence. La LCR voulait un "lieu", elle a un "cadre". Les organisations d'"extrême gauche" viennent de conquérir de haute lutte le droit d'écouler (discrètement) leur camelote à l'ombre du prêchi-prêcha moralisateur sur la "France plurielle", pourvu que ladite camelote tienne dans ce "cadre" exigü -- autrement dit qu'il s'agisse de revendications minimales et de préférences vagues, comme "l'égalité des droits", et qu'elles évitent de s'attaquer au gouvernement. Et le 1er décembre les militants de la LCR pourront fièrement défilier

Suite page 3

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforgier la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder, William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.
REALISATION: Hamid Sami
DIFFUSION: Jean Thimbault
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:
● Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10
Téléphone: 208-01-49
● Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex
Téléphone: (35) 71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.
Commission paritaire: n°59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Après Convergence, les Beurs dans l'impasse

Un droit ne se mendie pas, il s'arrache!

14 décembre -- Le 1er décembre des dizaines de milliers de jeunes, immigrés et français, ont répondu à l'appel de Convergence 84. Convergence a gagné son pari de les mobiliser dans un cadre organisationnel en dehors du PS, du PCF et des groupes "antiracistes" traditionnels. Et maintenant? Ce dilemme s'est posé avant même que les "rouleurs" soient partis. Et ces jeunes, qui réclamaient la libération de Toumi, conspuaient Le Pen et, devant l'Assemblée nationale, dénonçaient ce gouvernement qui "nous parle de l'insertion" mais "prépare notre expulsion", ont déjà débordé le cadre "non politique" tracé par Convergence.

Pour beaucoup d'entre eux, il est maintenant clair qu'une stratégie en direction de ce gouvernement pour qu'il change de politique est un leurre dangereux. La marche des Minguettes, en 1983, ne pouvait avoir d'autre point culminant que d'être reçue par Mitterrand. Un an plus tard, ce n'était plus possible. Qu'en est-il du résultat de la revendication pour la carte de dix ans? Les décrets racistes et la répression policière n'ont fait que s'accroître. Nous avons eu raison de dire à l'époque que "cette fameuse carte veut dire que pendant dix ans on a le 'droit' d'être traité comme un corps étranger dans la société française, ségrégué et traqué" (*le Bolchévik* n°44, janvier).

Cette fois, les "rouleurs" s'adressaient non au gouvernement, mais, par-dessus la tête de Mitterrand,

Suite page 2



Banderole de la LTF au défilé-carnaval de Convergence 84.

Déclaration de la Ligue trotskyste de France et de la Spartacist League of Australia and New Zealand

Indépendance immédiate de la Nouvelle-Calédonie!

La Nouvelle-Calédonie sera indépendante. Les tentatives de l'impérialisme français de garder son emprise sur ses "confettis de l'empire" sont condamnées par l'histoire. Tôt ou tard, ses colonies se libéreront. Nous, trotskystes, revendiquons rien de moins que l'indépendance immédiate et sans condition de la Nouvelle-Calédonie.

Là-bas comme partout où l'impérialisme français a mis les pieds, la "mission civilisatrice" s'est

avérée n'être qu'une sanglante histoire d'oppression et d'exploitation -- dans ce cas une véritable décimation du peuple kanak. Ses révoltes désespérées ayant été noyées dans le sang, ce peuple s'est vu condamné à vivre sous un régime d'apartheid dans des réserves, maintenu dans un état d'arriération, spolié de sa terre.

Par une ironie de l'histoire, des descendants des communards et des rebelles kabyles déportés en Nouvelle-Calédonie font partie

de la caste des colons. Mis à part les fonctionnaires, militaires et capitalistes métropolitains, il s'agit d'une mince couche de quelques dizaines de milliers de colons qui pèsent lourdement à cause du génocide perpétré contre le peuple kanak.

Il existe donc les préconditions pour un bain de sang interracial, dont le massacre de sang-froid de dix indépendantistes kanaks à Hienghène n'est qu'un avant-goût. Mais il n'y a rien à attendre de

l'"ordre français" qui a créé cette situation. Les gendarmes, les CRS et les soldats du colonialisme français doivent partir immédiatement. Il est également absurde de penser que l'administration coloniale réactionnaire puisse "former" les Kanaks en vue de leur indépendance, version social-démocrate du "fardeau de l'homme blanc". De plus, cette indépendance ne peut être subordonnée à un quelconque référendum, quel qu'en

Suite page 3